

Témoignez en faveur de la justice pour les enfants des Premières Nations

(Les mots surlignés en **bleu** sont expliqués à la page suivante.)

Le 26 janvier 2016, le **Tribunal canadien des droits de la personne** (également appelé « le Tribunal ») a rendu une décision très importante. Il a déclaré que le **gouvernement** du Canada (également appelé « le Canada ») exerçait une discrimination à l'égard des enfants des Premières Nations. Le Canada n'offrait pas **de services à l'enfance et à la famille** équitables aux enfants des Premières Nations. Le Tribunal a également déclaré que le Canada ne respectait pas **le principe de Jordan**, qui vise à garantir que les enfants des Premières Nations reçoivent l'aide dont ils ont besoin.

Le Tribunal a ordonné au Canada de :

- Cesser immédiatement toute discrimination à l'égard des enfants des Premières Nations et veiller à ce que cela ne se reproduise plus.
- Veiller à ce que les enfants des Premières Nations puissent bénéficier des services à l'enfance et à la famille dont ils ont besoin afin qu'ils puissent grandir chez eux, au sein de leur famille, tout en restant en contact avec leur culture.

- Respecter le principe de Jordan, une règle juridique stipulant que les enfants des Premières Nations doivent recevoir l'aide dont ils ont besoin au moment où ils en ont besoin, qu'il s'agisse de consultations médicales ou d'un soutien scolaire supplémentaire.

Cette décision est une grande victoire pour les enfants des Premières Nations! Elle porte sur l'équité. Elle vise également à garantir que tous les enfants des Premières Nations disposent de ce dont ils ont besoin afin d'avoir les mêmes chances que les autres de mener une vie épanouie.

Ce que le Tribunal a demandé au Canada de faire chaque année pendant 10 ans

2016 Le Tribunal a déclaré que le Canada n'en faisait toujours pas assez pour mettre fin à la discrimination. Il a enjoint au Canada de remédier à la situation sans délai.

Le Tribunal a également donné au Canada un délai de deux semaines pour appliquer correctement le principe de Jordan afin de s'assurer que les enfants des Premières Nations reçoivent l'aide dont ils ont besoin au moment où ils en ont besoin.

2019 Le Tribunal a déclaré que **la discrimination** exercée par le Canada portait préjudice à de nombreux enfants et à de nombreuses familles. Le Tribunal a demandé au Canada de verser **une indemnisation**.

Le Tribunal a rappelé à tous que le plus important était de mettre fin à la **discrimination** une fois pour toutes.

2021 Le Tribunal a ordonné au Canada de construire ou de rénover des bâtiments où les enfants des Premières Nations peuvent bénéficier de services

2022 Le Tribunal a déclaré que le Canada doit veiller à ce que les enfants des Premières Nations puissent bénéficier des **services à l'enfance et à la famille** dont ils ont besoin afin de pouvoir grandir chez eux.

2025 Le Tribunal a fait savoir au Canada que les enfants des Premières Nations ont droit à une véritable équité (ce qu'on appelle **l'égalité réelle**).

Le Tribunal a demandé au Canada de corriger la façon dont il applique le principe de Jordan afin que les enfants n'aient pas à attendre pour obtenir de l'aide.

Le Tribunal a demandé au Canada, à la Société de soutien et à l'APN d'élaborer un plan qui mettrait fin une fois pour toutes aux injustices dans les services à l'enfance et à la famille. Le Canada a présenté un plan. La Société de soutien et l'APN ont élaboré un autre plan, appelé le « Plan pour une justice aimante ». Le Plan pour une justice aimante a été élaboré avec beaucoup d'amour et l'aide des aînés, des jeunes, des dirigeants et des personnes qui travaillent auprès des enfants des Premières Nations.

2017 Le Tribunal a *de nouveau* enjoint au Canada de respecter le principe de Jordan afin de s'assurer que les enfants des Premières Nations reçoivent l'aide dont ils ont besoin.

2020 Le Tribunal a conclu que le Canada appliquait des dispositions d'une ancienne loi intitulée la *Loi sur les Indiens* pour empêcher certaines Premières Nations de bénéficier d'une aide en vertu du principe de Jordan. Le Tribunal a ordonné au Canada de cesser d'appliquer ces dispositions, car elles sont injustes.

2023 La Société de soutien a demandé au Tribunal de *réexaminer* si le Canada respectait le principe de Jordan. De nombreux enfants des Premières Nations ne recevaient *toujours* pas l'aide dont ils avaient besoin.

2026 10 ans se sont écoulés depuis cette décision importante, mais il reste encore beaucoup à faire pour les enfants!

2018 Le Tribunal a déclaré que les enfants des Premières Nations ne recevaient *toujours* pas la même aide que les autres enfants. Il a demandé au Canada de remédier à cette situation plus rapidement.

2024 Le Canada a élaboré un plan pour **les services à l'enfance et à la famille**. Les dirigeants des Premières Nations ont déclaré que ce plan n'était pas équitable.



Ce qu'il faut savoir

- Le 23 février 2007, deux groupes, la Société de soutien et l'Assemblée des Premières Nations (parfois aussi appelée l'APN), ont fait valoir devant le Tribunal que le Canada traitait les enfants des Premières Nations de manière injuste en raison de leur identité.
- Le Canada a tenté de faire obstacle à cette affaire, mais le 25 février 2013, le procès a finalement débuté. Les enfants attendaient depuis très longtemps – plus de six ans!
- Depuis 2011, le Canada a tenté à six reprises de contester les décisions du Tribunal.
- Le Canada a dissimulé plus de 90 000 documents qu'il était censé communiquer.
- Le Canada a dépensé environ 14,5 millions de dollars pour contester cette affaire. C'est une somme considérable que le Canada aurait pu utiliser pour remédier à sa **discrimination!**
- Depuis l'importante décision rendue en 2016, le Tribunal a rendu plus de **30 autres ordonnances** enjoignant au Canada de traiter équitablement les enfants des Premières Nations. C'est important, car cela montre que le Canada n'a toujours pas remédié à cette injustice. Le Tribunal doit continuer de rappeler au Canada de cesser de discriminer les enfants des Premières Nations et de redresser la situation.



**Société
de soutien**

613 230 5885 | info@fncaringsociety.com

[CaringSociety](#) [CaringSociety](#) [fncaringsociety](#)

Termes utiles à connaître

Discrimination : Il y a discrimination lorsque des personnes sont traitées injustement en raison de ce qu'elles sont.

Égalité réelle : L'égalité réelle consiste à s'assurer que chaque personne, en particulier les enfants, dispose de ce dont elle a besoin afin d'avoir les mêmes chances que les autres de mener une vie épanouie.

Équité : Il y a équité lorsque chacun obtient ce dont il a besoin pour être en santé, en sécurité, valorisé et respecté.

Gouvernement : Les personnes chargées de prendre les grandes décisions pour l'ensemble de la population d'un territoire, comme un pays, une province ou une ville. Les gouvernements décident quelles lois adopter, comment dépenser les fonds du Canada, quels services et programmes mettre en place et qui a droit à ces services.

Indemnisation : Cela signifie donner quelque chose, généralement de l'argent, à une personne parce qu'elle a subi un préjudice ou a été traitée injustement. L'indemnisation a davantage de sens lorsque le traitement injuste cesse et ne se reproduit plus jamais.

Loi sur les Indiens : La Loi sur les Indiens est une loi que le gouvernement du Canada a adoptée il y a longtemps sans consulter les Premières Nations. Elle a instauré de nombreuses règles injustes qui régissaient les lieux où les membres des Premières Nations pouvaient vivre et la façon dont leurs communautés étaient gérées. Certaines dispositions de la loi ont été modifiées, mais elle continue d'entraîner des répercussions sur les familles des Premières Nations aujourd'hui.

Ordonnances : Une ordonnance judiciaire est une décision rendue par un tribunal qui indique aux gouvernements et aux personnes ce qu'ils doivent faire pour garantir l'équité. Elle contribue à protéger les droits des personnes.

Principe de Jordan : Le principe de Jordan est une règle juridique stipulant que les enfants des Premières Nations doivent recevoir l'aide dont ils ont besoin au moment où ils en ont besoin, comme des consultations chez le médecin ou un soutien supplémentaire à l'école.

Services à l'enfance et à la famille : Il s'agit de services qui aident les enfants à vivre en sécurité à la maison avec leur famille tout en restant en contact avec leur culture. On les appelle parfois « services de protection de l'enfance ».

Tribunal canadien des droits de la personne : Un tribunal est une instance où des groupes peuvent s'adresser pour tenter de résoudre un problème.

